



Déclaration du président de l'Administration centrale tibétaine à l'occasion du 62ème anniversaire du soulèvement national tibétain

Il y a soixante-deux ans, en ce jour, des milliers de Tibétains de Lhassa se sont levés à l'unisson pour protester contre le régime de la Chine communiste. L'administration centrale tibétaine se souvient et honore le courage et l'esprit des martyrs. Nous nous souvenons aussi des Tibétains au Tibet qui restent aux prises avec la tyrannie. Nos prières et nos pensées sont avec eux et nous continuons à être solidaires avec eux.

Le 10 mars 1959, Sa Sainteté le 14^e Dalai-Lama a été invité à une représentation théâtrale au quartier général de l'armée chinoise à Lhassa. Un jour avant l'événement, Sa Sainteté a été invitée à assister à la représentation sans être accompagnée de ses gardes. Lorsque cette information est parvenue à la population, des milliers de Tibétains ont formé une chaîne humaine autour du palais du Norbulingka pour protéger Sa Sainteté. Sept jours plus tard, les obus des deux mortiers tirés depuis un camp de l'armée chinoise voisin tombèrent devant la porte nord du palais, et Sa Sainteté fut forcée de quitter les lieux la nuit même. Aux premières heures du 20 mars, les mortiers et les tirs de fusils pleuvent sur le peuple tibétain et les jours suivants, des milliers de personnes sont massacrées. Ces actes ont confirmé que la Chine, qui s'était positionnée comme un « libérateur » depuis l'invasion du Tibet en 1949, était en fait l'opresseur et le colonisateur.

Plus d'un million de Tibétains ont perdu la vie au cours des six dernières décennies sous la domination chinoise. Aujourd'hui, nous sommes réunis pour pleurer collectivement cette perte. Mais nous sommes également ici pour marquer la résilience inébranlable des Tibétains au Tibet. Même sous la menace de perdre leur vie, ils continuent de protester en protégeant et en préservant notre langue, notre religion, notre terre et notre identité.

Le 19 janvier de cette année, Tenzin Nyima, un moine de 19 ans du monastère de Dza Wonpo dans la préfecture de Karzé, est mort des suites de blessures subies en prison. Il avait été torturé avec brutalité. Quel était son crime ? Il avait participé à une manifestation pacifique. Nous ne pouvons pas nous empêcher de penser au sort d'autres jeunes moines et laïcs qui ont participé à la même manifestation en novembre 2019 et qui ont également été détenus et emprisonnés.

A peine un mois après la mort de Tenzin Nyima, un autre prisonnier politique tibétain, Kunchok Jinpa, un guide touristique de 51 ans du township de Chagtse, dans le pays de Driru, est mort des suites de blessures infligées en prison. Il purgeait une peine de 21 ans de prison depuis 2013 pour son rôle présumé dans la diffusion aux médias étrangers d'informations sur les manifestations

locales, environnementales et autres, dans sa région. Les histoires tragiques de Tenzin Nyima et de Kunchok Jinpa contribuent à illustrer l'horrible réalité du Tibet.

Dans son rapport annuel, l'année dernière la Commission exécutive du Congrès américain sur la Chine (US CECC) a fait état de la détérioration des droits de l'homme et de la liberté religieuse en Chine. Elle a exprimé son inquiétude face à la sinisation de l'identité tibétaine par le gouvernement chinois et aux arrestations arbitraires généralisées de Tibétains. En fait, l'Administration d'Etat des Affaires Religieuses de Chine a publié le mois dernier un décret intitulé « Les mesures administratives pour le personnel religieux », qui vise à appliquer de nouvelles restrictions sur les rassemblements, les enseignements et les activités religieuses. La nouvelle ordonnance, dont l'application est prévue à partir de mai 2021, vise également à éradiquer ce qui est perçu comme une « influence étrangère ».

L'histoire de Gendhun Choekyi Nyima, le 11^e Panchen-Lama, est un exemple crucial du mépris flagrant du gouvernement chinois pour la liberté de religion du peuple tibétain et de son intrusion dans ce domaine. Ce mois de mai marquera la 26^{ème} année depuis l'enlèvement et la disparition forcée de Gendhun Choekyi Nyima, de sa famille et de Chadrel Rinpoché, l'ancien abbé du monastère de Tashi Lhunpo.

Depuis des années, le Comité des droits de l'enfant des Nations unies et le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, les organisations internationales, les parlements et les gouvernements, ainsi que les partisans du Tibet dans le monde entier ont adopté des résolutions et des rapports visant à obtenir des informations et la libération du 11^e Panchen-Lama. Une campagne mondiale de sensibilisation d'un mois a été lancée par l'Administration centrale tibétaine par l'intermédiaire des Bureaux du Tibet, en 2020. Nous restons fermes dans notre plaidoyer pour la libération du 11^e Panchen-Lama.

Malgré ces efforts concertés, la Chine continue de colporter des mensonges justifiant l'enlèvement d'un enfant de six ans et sa disparition forcée. Si les démentis du gouvernement chinois concernant l'enlèvement et le préjudice causé au Panchen-Lama sont fondés, celui-ci devrait être en mesure de fournir des preuves concernant le 11^e Panchen-Lama, sa famille et Chadrel Rinpoché, par le moyen de photos et de vidéos récentes et authentifiables.

La censure et la surveillance au Tibet ont atteint des niveaux sans précédent, aggravant encore la violation des droits fondamentaux du peuple tibétain. Le 24 décembre 2020, les autorités de la Région autonome du Tibet (RAT) ont annoncé des poursuites pénales contre les personnes qui utilisent des outils de communication en ligne pour « diviser le pays » et « saper l'unité nationale », ce qui aidera encore plus le gouvernement dans sa politique de persécution.

Il n'est pas surprenant que la Chine ait été classée comme le pire agresseur d'Internet au monde dans le rapport 2020 de Freedom House sur la liberté de l'Internet. De même, la Chine est classée à la 177^e place, presque au bas de l'échelle, dans le classement mondial de la liberté de la presse pour 2020, établi par Reporters sans frontières (RSF). Chaque année, l'indice évalue la situation des journalistes travaillant dans 180 pays et territoires.

En décembre dernier, un nomade tibétain de 30 ans, Lhundup Dorjee, de la préfecture de Machin Golog, a été condamné à un an de prison pour avoir publié une vidéo de l'enseignement de Sa Sainteté sur Weibo, un site de micro-blogging.

Il est quasiment impossible d'obtenir des informations hors du Tibet, lourdement cadenassé dans une cage numérique. En janvier dernier, nous avons reçu des nouvelles de la manifestation d'auto-immolation de Shurmo, 26 ans, du village de Driru Shagchukha, cinq ans après l'événement. Cela nous éclaire sur l'ampleur du contrôle et de la surveillance des informations au Tibet.

Shurmo est l'un des 155 Tibétains qui se sont immolés depuis 2009. 133 Tibétains sont morts suite à leurs protestations. La mainmise de la Chine sur le Tibet a poussé les Tibétains de l'intérieur à recourir à des mesures extrêmes pour exprimer leur ressentiment contre les politiques et les pratiques qui menacent l'identité, la religion et la culture tibétaines. Alors même qu'ils étaient engloutis dans les flammes, ils ont appelé à la liberté du peuple tibétain et au retour légitime de Sa Sainteté le Dalai-Lama au Tibet. La réalité au Tibet est reflétée dans le rapport annuel 2021 de la Freedom House, qui liste le Tibet comme la région la moins libre du monde, avec la Syrie.

Aujourd'hui, les tentacules de la Chine ont dépassé le Tibet en utilisant son influence économique croissante pour mettre en péril la démocratie mondiale. Selon Freedom House, la Chine mène « la campagne de répression transnationale la plus sophistiquée, la plus globale et la plus complète au monde ». Elle met en évidence les efforts du PCC pour contrôler et faire pression sur les citoyens chinois, les dissidents politiques et les communautés minoritaires telles que les Tibétains, les Ouïgours et Hong Kong au-delà de ses frontières. Les démocraties du monde entier doivent s'unir pour contrecarrer ces attaques contre la démocratie mondiale.

Le 27 décembre 2020, le président des États-Unis de l'époque, Donald Trump, a signé la loi sur la politique et le soutien au Tibet (Tibetan Policy and Support Act 2020, TPSA). Le TPSA actualise de manière significative la politique et le soutien des États-Unis au Tibet. Il affirme fermement que la réincarnation du Dalai-Lama et des autres chefs bouddhistes tibétains sont des questions religieuses et que toutes les décisions relatives aux réincarnations reposent uniquement sur le Dalai-Lama, le peuple tibétain et la communauté bouddhiste tibétaine. Il met également en garde contre les sanctions à l'encontre de toute autorité chinoise qui s'immiscerait dans cette affaire. Le projet de loi reconnaît officiellement l'Administration centrale tibétaine et reconnaît l'importance de l'environnement du Tibet et de ses plateaux.

Nous remercions le gouvernement des États-Unis, le Congrès et le Sénat américains, et tout particulièrement les parrains et co-parrains du projet de loi. Nous remercions également toutes les organisations et les personnes qui ont soutenu l'adoption rapide du projet de loi.

Nous sommes reconnaissants au Secrétaire d'État américain Anthony Blinken d'avoir assuré une nomination rapide du coordinateur spécial américain pour les questions relatives au Tibet. Nous demandons à l'Administration Biden de nommer rapidement le coordinateur spécial américain et de poursuivre la mise en œuvre de législations clés, telles que la loi de 2018 sur l'accès réciproque au Tibet et la loi TPSA 2020.

Le CECC américain a recommandé au Congrès et à l'administration américains d'exhorter le gouvernement chinois à « cesser de traiter le Dalai-Lama comme une menace pour la sécurité » et à reprendre le dialogue avec les représentants de Sa Sainteté sans aucune condition préalable.

Mon administration s'est engagée à suivre la Voie du milieu dans la recherche d'une véritable autonomie pour l'ensemble du Tibet.

Nous sommes unis avec nos frères et sœurs au Tibet, en particulier avec les prisonniers politiques qui restent déterminés malgré les traitements inhumains et la torture qu'ils subissent dans les prisons chinoises. Nous nous félicitons de la récente nouvelle de la libération de l'avocat de la langue tibétaine, Tashi Wangchuk, après une peine de cinq ans. Nous appelons le gouvernement chinois à libérer tous les prisonniers politiques de conscience, y compris le 11^e Panchen-Lama.

À l'approche du dernier tour des élections du Sikyong et du 17^e Parlement, nous demandons instamment à une participation responsable, en particulier sur les médias sociaux. Nous bénéficions des avantages de la démocratie que nous a conférée notre grand dirigeant, et nous devons exercer ce droit de manière responsable. Nous devons nous souvenir d'honorer les espoirs et les aspirations de notre peuple, au Tibet. Nous pouvons le faire en renforçant notre démocratie en exil et notre cause pour la liberté et la justice.

Nous nous inclinons avec respect devant Sa Sainteté dont les efforts inlassables ont conduit au soutien mondial de la cause tibétaine et à la mise en place d'une administration et d'une communauté tibétaine en exil résistantes.

Mon administration s'est efforcée de faire avancer notre cause et de porter la voix des Tibétains du Tibet dans le monde. Dans le même temps, nous avons dirigé nos efforts vers la promotion du bien-être de la diaspora tibétaine. Ce fut un honneur, et nous vous remercions tous pour votre soutien.

Notre lutte continue pour la liberté ne serait pas possible sans le soutien de nos amis du monde entier. Le Kashag, au nom des Tibétains à l'intérieur et à l'extérieur du Tibet, remercie tout particulièrement le gouvernement de l'Inde et son peuple pour leur générosité et leur soutien continu. Nous remercions les dirigeants, les gouvernements, les parlements, les organisations et les personnes qui défendent la justice, l'égalité et la liberté et qui continuent de soutenir la juste cause du Tibet.

Enfin, nous prions pour la longue et saine vie de Sa Sainteté le Grand 14^e Dalai-Lama. Nous prions pour l'arrivée au plus tôt du jour où le rayon de la paix et de la liberté brillera sur le Pays des Neiges.

Bhod Gyalo !

Le Président

10 mars 2021

Note : Ceci est une traduction de la déclaration anglaise. En cas de divergence, la version tibétaine doit servir de version finale et faire autorité.